

Tribunal Supremo (Chambre civile): arrêts du 16 avril, du 6 juillet et du 17 juillet 2007

L'un des problèmes plus fréquemment posés en matière de propriété intellectuelle par la législation espagnole s'en tient à décider si la distribution du signal de télévision dans les chambres d'un hôtel, au moyen des appareils de télévision installés, constitue ou non un acte de communication au public. La question conditionne la possibilité de réclamer aux propriétaires des établissements hôteliers le paiement des sommes correspondant aux auteurs, producteurs et autres titulaires des droits de propriété intellectuelle. L'origine de ce doute se trouve à l'article 20 de la loi espagnole sur la propriété intellectuelle, selon lequel «ne peut être qualifiée de publique la communication qui a lieu dans un endroit strictement privé qui n'est pas intégré ni connecté à un réseau de diffusion».

Les organismes chargés de la gestion des droits de propriété intellectuelle ont toujours considéré qu'il s'agit d'actes de communication au public et pour cela ils ont introduit de nombreuses demandes d'indemnité compensatoire contre les entreprises hôtelières. Les tribunaux, cependant, ont accueilli les deux interprétations opposées et, selon la juridiction et le moment, ces actes ont été considérés publics ou strictement privés.

Cette diversité d'opinions a atteint même la Chambre Civile du *Tribunal Supremo* : si les arrêts du 11 mars 1996 et 31 janvier 2003 ont retenu qu'il y avait là un acte de communication publique, les arrêts du 21 décembre 2002 et 10 mai 2003 ont adopté la solution contraire. Ce dernier a été justement rendu par la Grande Salle, afin d'établir un critère uniforme et d'unifier la jurisprudence. Il est vrai qu'en droit espagnol la jurisprudence n'a pas de force obligatoire *stricto sensu* ; cependant, une fois établi par le TS le caractère privé de la diffusion de télévision dans les chambres d'hôtel, les juridictions inférieures devraient normalement tenir à cette opinion, puisque autrement leurs jugements seraient finalement renversés en cassation.

Le sujet n'est pas pour autant resté pacifique : peut-être avec l'intention de provoquer le débat ou un changement dans la jurisprudence, la Cour d'appel de Barcelone a décidé en juin 2005 d'introduire une demande de décision préjudicielle à la CJCE à cet égard, qui a donné lieu à l'affaire C-306/05.

La question préjudicielle portait sur l'interprétation de la directive 2001/29/CE, du 22 mai 2001, sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, qui était postérieure à la loi

* *GPR-Zeitschrift für Gemeinschaftsprivatrecht-European Community Private Law Review-Revue de droit privé communautaire*, 2008, n° 1, pp. 10-11.

espagnole sur la propriété intellectuelle. On a demandé à la CJCE si la distribution d'un signal au moyen d'appareils de télévision aux clients installés dans les chambres d'un établissement hôtelier constitue ou non un acte de communication au public au sens de l'article 3.1 de la directive et si l'installation d'appareils de télévision dans les chambres d'un tel établissement constitue, en soi, un acte de cette nature. Le lien de la question avec le droit national était en tout cas indéniable.

Dans son arrêt du 7 décembre 2006 la CJCE offre une réponse affirmative à la question préjudicielle, ce qui a eu de très importantes conséquences sur la jurisprudence du *TS* : d'abord, dans l'arrêt du 16 avril 2007 ; et un peu plus tard, dans ceux du 6 et du 17 juillet 2007. Ainsi, dans l'affaire finalement tranchée par l'arrêt du 16 avril 2007, le *TS* devait s'occuper à nouveau d'une question analogue, avec la seule différence qu'en l'espèce il s'agissait des droits des producteurs et non de ceux des auteurs. Le *TS* avait même décidé d'introduire une demande de décision préjudicielle à la CJCE. En vue de l'arrêt de celle-ci le *TS* a désisté de sa demande et a statué au fond du litige, mais en suivant la nouvelle interprétation donnée par la CJCE.

Le *TS* a justifié l'abandon de sa propre jurisprudence en se servant de certaines considérations générales sur la valeur du droit communautaire, qui sont de grand intérêt *pro futuro* pour lui-même et pour les autres juridictions de droit privé : a) en général –et ceci n'est pas nouveau– les lois internes doivent être interprétées par toutes les juridictions nationales dans le sens le plus conforme au droit communautaire, même quand celles-là sont antérieures à l'approbation d'une directive ou d'un règlement ; b) par conséquence –et voilà la nouveauté– une cour de cassation doit changer une ligne de jurisprudence nationale –cherchant par définition à harmoniser et unifier l'application du droit– s'il est nécessaire pour adapter l'interprétation d'une loi nationale au droit communautaire.

Le *TS* s'impose ainsi une forte restriction –ce qui est franchement étrange pour une cour de cassation– et consacre formellement la primauté du droit communautaire privé *du point de vue de l'interprétation jurisprudentielle*. Désormais il n'y a aucun doute que la jurisprudence de la CJCE, interprétant le droit communautaire privé, prévaut sur la jurisprudence des juridictions nationales à l'égard du droit national privé qui soit harmonisé ou autrement touché par le droit communautaire.